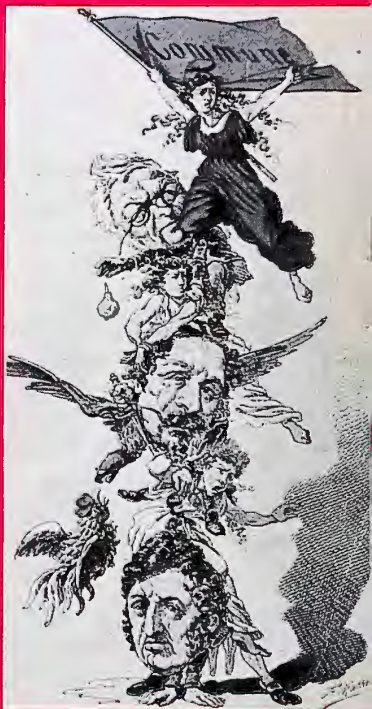


# ESQUISSE D'UNE HISTOIRE DE LA COMMUNE DE PARIS (1871)

par Gabriel PIORO  
préface  
de Jacques DUCLOS



**e**ditions  
**s**ociales



ESQUISSE D'UNE HISTOIRE  
DE LA  
COMMUNE DE PARIS  
(1871)

par  
Gabriel PIORO

avec la collaboration de  
Jean Braire, Jean Brubat  
Maurice Choury, Emmanuel Fleury  
Iconographie de Georges Bossi

*Préface de Jacques Duclos*

Deuxième édition



EDITIONS SOCIALES

146, rue du Faubourg-Poissonnière (10°)  
Service de vente : 24, rue Racine, Paris (6°)

Edition du  
centenaire de la Commune de Paris (1871)

Tous droits de reproduction réservés.  
© 1971, *Editions sociales*, Paris.

*La réédition par l'Association des Amis de la Commune de Paris de cette esquisse de l'histoire de la Commune, à l'occasion du centenaire de ce grand événement, sera saluée comme un hommage dû aux glorieux combattants de l'épopée du printemps 1871, épopée qui a marqué l'histoire de l'humanité.*

*Certes, cet ouvrage ne prétend pas procéder à un examen exhaustif de l'histoire de la Commune de Paris, mais il a le grand mérite de résumer d'une façon simple et accessible cette magnifique épopée du peuple de Paris, de ces Parisiens dont Karl Marx disait qu'ils montaient « à l'assaut du ciel ».*

*Tout naturellement, la première partie de la brochure est consacrée aux causes de la Commune de Paris; elle analyse la montée du mouvement ouvrier sous le Second Empire, la création à Paris et dans diverses villes de province de sections de la Première Internationale qui furent frappées par la réaction impériale.*

*Le Second Empire lancé dans la guerre franco-prussienne, la capitulation honteuse de Sedan, la chute de l'Empire et la formation d'un gouvernement dit de la Défense nationale qui redoutait davantage le peuple de Paris que les Prussiens, la signature du traité de Francfort, tout cela est évoqué avec sobriété et clarté.*

*Le 3 mars, deux jours après l'entrée des troupes de Bismarck dans Paris et en réponse à la nomination du général réactionnaire d'Aurelle de Paladines au commandement de la Garde nationale, les délégués de deux cents bataillons se réunirent. Ils adoptèrent le statut de la Fédération de la Garde nationale, ce qui explique le nom de « Fédérés » donné aux soldats de la Commune.*

*Thiers avait promis à l'Assemblée de Bordeaux qu'elle pourrait siéger le 20 mars à Versailles sans craindre les pavés de l'émeute. Il était donc pressé, il voulait en finir.*

*Les Parisiens, conscients d'avoir été trahis, étaient ulcérés, humiliés par la signature du traité de paix qui livrait l'Alsace et une partie de la Lorraine à l'Allemagne avec une indemnité de cinq milliards. Animé d'un ardent patriotisme et de sentiments démocratiques, le peuple de Paris haïssait le gouvernement antinational et réactionnaire de Bordeaux dont une des*

préoccupations essentielles était de mater ces Parisiens frondeurs et inquiétants qui empêchaient les traitres au pouvoir de vivre dans le calme et la tranquillité.

A Montmartre, où les opérations commencèrent, la foule entourait les soldats qui essayaient d'enlever les canons et vers huit heures du matin, des troupes étaient en quelque sorte noyées dans le flot de la population. Des scènes de fraternisation entre les soldats et le peuple se produisirent au grand désappointement de Thiers et de sa clique.

Ainsi, la journée du 18 mars 1871, qui avait débuté par la tentative d'enlèvement des canons payés par la population parisienne, s'acheva par la fuite de Thiers et par l'installation du Comité central de la Garde nationale à l'Hôtel de Ville, c'est-à-dire par la révolution victorieuse.

Si, le 18 mars au soir, le Comité central de la Garde nationale réuni à l'Hôtel de Ville donna l'impression d'être surpris par l'événement, c'est parce qu'il s'était attendu à des combats de rues dans la capitale.

Le départ de Thiers ainsi que l'évacuation des troupes créaient une situation nouvelle dont le Comité Central ne tira pas immédiatement la conclusion qui s'imposait, à savoir qu'il fallait faire acte de gouvernement, passer immédiatement à l'offensive et agir en direction des régiments en état de démoralisation qui évacuaient Paris, pour les dresser contre le gouvernement de Thiers.

On sentait peser sur la Commune de Paris le poids des contradictions qui avaient présidé à sa naissance dans un contexte économique où, malgré un développement industriel relativement important, les formes artisanales de production jouaient un grand rôle, tandis que le prolétariat avait encore une préparation idéologique et politique relativement faible.

La classe ouvrière ne possédait encore, ni une organisation politique cohérente, ni des organisations syndicales de masse. Le socialisme scientifique de Karl Marx et Friedrich Engels était très peu connu en France dans les milieux ouvriers. L'apolitisme et le mutualisme proudhoniens avaient entravé le développement de la conscience de classe chez les travailleurs, laquelle s'exprimait avec une plus grande netteté chez les Internationaux adhérents à la Première Internationale, tandis que les souvenirs de la grande Révolution française hantaient les esprits des néo-jacobins.

Toute une série de mesures prises par la Commune montrèrent que le pouvoir issu de la Révolution du 18 mars réalisait les tâches de la révolution démocratique bourgeoise. Mais d'autres mesures, telles que la suppression du paiement du loyer, le report des échéances, la suppression du Mont-de-piété, des bureaux de placement privés, de la bureaucratie, l'abolition du travail de nuit, l'élection des fonctionnaires par le peuple exprimèrent les préoccupations sociales de la Commune et mirent en évidence ses capacités de réalisation.

Tout cela explique pourquoi la Commune de Paris a eu pour la lutte générale de la classe ouvrière une importance considérable, car selon l'expression de Lénine, elle « a appris au prolétariat européen à poser en termes concrets les problèmes de la révolution sociale ».

Lénine souligna que la Commune de Paris fut affaiblie par deux erreurs que commît le prolétariat parisien : il s'arrêta à mi-chemin dans l'accomplissement de l'œuvre indispensable d'expropriation des expropriateurs et il fit preuve de trop de magnanimité envers ses ennemis, ce qui l'amena à ne pas accorder à l'effort militaire contre les Versaillais toute l'importance nécessaire.

Un des exemples les plus typiques de la première erreur résida dans l'attitude adoptée vis-à-vis de la Banque de France qui, à l'époque, était une banque privée ayant un statut spécial, bénéficiant du privilège de l'émission des billets, et dont les dirigeants étaient les Rothschild, les Mallet et autres manitous de la haute finance.

Les Communards parisiens ne comprirent pas qu'en mettant la main sur cette banque, ils auraient eu la possibilité de couper les crédits au gouvernement de Versailles, de placer Thiers devant de redoutables difficultés et d'accroître considérablement les moyens d'action de la Commune qui se contenta d'exiger des versements pour faire face à ses besoins. Les fonds demandés étaient d'ailleurs comptés au plus juste, tant le souci des Communards était de ne pas donner prise à la moindre accusation de vol. Mais cet esprit de comptables méticuleux ne cadrerait guère avec les exigences de la révolution surgie de la provocation de Thiers et qu'il fallait poursuivre.

Les socialistes de l'époque, dans la mesure où ils n'étaient pas éclairés par la doctrine marxiste, ne voyaient pas tout l'intérêt qu'il y avait à s'attaquer aux banques, en premier lieu à la Banque de France, qui était en quelque sorte la Banque des banques, en vue de porter un coup sévère aux capitalistes et au gouvernement de Versailles à leur service.

La seconde erreur de la Commune signalée par Lénine s'était manifestée dès le 18 mars au soir par l'adoption d'une position attentiste qui favorisa grandement les Versaillais. Ces derniers s'ils avaient été immédiatement harcelés, se seraient trouvés dans une position difficile. Non seulement les forces militaires de Paris étaient initialement supérieures à celles de Versailles, mais les troupes parisiennes avaient un moral élevé du fait de la fuite de Thiers, tandis que les troupes versaillaises étaient démoralisées et prêtes à se débander.

Malheureusement, Paris était isolé et les soulèvements qui se produisirent dans diverses villes de province furent rapidement étouffés.

Et après avoir opposé aux Versaillais une résistance héroïque, les Communards vécurent la Semaine sanglante de mai 1871 qui fut l'épilogue de la Commune de Paris.

Durant 72 jours le drapeau de la révolution prolétarienne victorieuse flotta sur Paris, et avant de succomber la Commune de Paris livra d'héroïques combats au cours desquels beaucoup de Communards tombèrent glorieusement tandis que d'autres, capturés par les Versaillais, furent envoyés au bagne de Nouméa où grâce à l'initiative de « l'Association des Amis de la Commune de Paris » les sépultures de ceux qui ne revinrent pas ont été restaurées.

Les pages glorieuses écrites par les Communards parisiens doivent être connues par les Françaises et les Français. L'enseignement officiel parle si peu et si mal de la Commune de Paris qu'il en donne une image souvent faussée.

En 1912, lorsque je vins de ma province natale à Paris, je ne savais rien de la Commune de Paris et ayant essayé de savoir et de comprendre ce qui s'était passé en 1871, je participai en 1914 à ma première manifestation au Mur des Fédérés et j'en ai gardé un souvenir inoubliable.

Nombreux étaient à l'époque les Parisiens et les Parisiennes qui avaient connu la Commune, avaient combattu et souffert pour elle, et j'étais ému à pleurer lorsque parmi les manifestants j'entendis la foule saluer Edouard Vaillant, ancien délégué à l'Instruction publique de la Commune, en criant avec un accent de défi et d'espérance : « Vive la Commune ! »

Il est à souhaiter que de nombreux lecteurs, en apprenant, grâce à ce petit ouvrage, ce que fut la Commune de Paris, éprouvent le besoin d'approfondir leur connaissance de ce grand événement.

Ils comprendront mieux pourquoi Lénine disait que la Commune de Paris avait « combattu pour l'affranchissement de toute l'humanité laborieuse, de tous les opprimés et affligés », et ajoutait ensuite : « Comme avant-garde de la révolution sociale, elle a conquis la sympathie partout où souffre et combat le prolétariat. »

La Commune de Paris, quoi qu'en disent certains, n'a pas été un crépuscule, mais au contraire une aurore et la Révolution socialiste d'octobre 1917 en fut la revanche. Lénine pensait aux révolutionnaires parisiens de 1871 lorsque, durant la période qui suivit la prise du pouvoir, il se demandait si le gouvernement des Soviets en proie aux pires difficultés tiendrait aussi longtemps que celui de la Commune de Paris dont la durée n'avait été que de soixante-douze jours.

La Révolution d'octobre 1917 a tenu, et le centenaire de la Commune de Paris sera célébré au pays de Lénine de même que dans tous les pays du monde où s'élèveront les accents de l'Internationale qui, née de la Commune de Paris, annonce la lutte finale pour la victoire universelle du socialisme qui fut le grand rêve des Communards parisiens.

JACQUES DUCLOS,  
Président de l'Association des Amis  
de la Commune de Paris (1871).



## LA COMMUNE DE PARIS (1871)

La Commune qui a gouverné Paris pendant 72 jours (du 18 mars au 28 mai 1871) est un des sommets de l'histoire de France au XIX<sup>e</sup> siècle. Elle marque une importante étape du développement du mouvement ouvrier dans notre pays et du mouvement socialiste dans le monde. Elle a ouvert la voie à la Révolution russe d'Octobre 1917.

### LES CAUSES DE LA COMMUNE

Elles sont I. lointaines et profondes; II. directes.



I. Les premières tiennent à la crise grave dont souffre le régime impérial né du coup d'Etat du 2 décembre 1851.

a) Ayant accompli sa tâche, c'est-à-dire favorisé l'essor du capitalisme libéral et l'ascension économique de la bourgeoisie qui pratique une politique de plus en plus protectionniste et antisociale, il ne correspond plus aux besoins de cette bourgeoisie avec laquelle il s'identifiait profondément.

Son dernier recours se retourne contre lui : la guerre qu'il déclare à la Prusse le 19 juillet 1870 dans le but d'assurer la dynastie s'achève par la défaite de Sedan le 2 septembre et la capture de Napoléon III.

b) Par ailleurs le radicalisme (républicanisme bourgeois) se développe; les élections de 1869 donnent 30 sièges aux républicains au Corps législatif et une majorité énorme dans les grandes villes.

c) Enfin, et surtout, le prolétariat français vaincu en juin 1848, sans parti révolutionnaire, se relèvera par suite même du grand développement économique de l'Empire depuis 1852, lié à la transformation industrielle du milieu du XIX<sup>e</sup> siècle.

Bien que la croissance de la grande industrie, la concentration, ne fassent pas disparaître les formes anciennes de la petite production;

Bien que la classe ouvrière soit minoritaire (en face des paysans dont la proportion décroît cependant) et hétérogène (artisans nombreux à côté des ouvriers : 70.000 travailleurs du bâtiment à Paris en 1860 par suite de l'appel des travaux d'Hausmann), elle prend une importance décisive. Les crises économiques de 1857, de 1867 impulsent son essor. L'exploitation du prolétariat fait mûrir en celui-ci la conscience de classe. Le mouvement révolutionnaire monte.

Le manifeste ouvrier des 60 du 17 février 1864 dit déjà : « Le suffrage universel nous a rendus majeurs politiquement, il nous reste à nous émanciper socialement. »

La classe ouvrière grandit en nombre, en puissance, en organisation. Son accroissement est favorisé par l'exode rural vers les villes qu'entraîne la crise agricole de 1847-1850, véritable bouleversement pour les campagnes.

En 1866 en France, sur 37 millions d'habitants, il y a 4.700.000 ouvriers. A Paris, sur 1.850.000 habitants (60.000 de plus depuis l'annexion en 1859 des villages d'au-delà le mur d'octroi des Fermiers généraux) il y en a 442.000.

Les grèves se multiplient depuis 1862 et surtout en 1869-1870 (La Ricamarie, Le Creusot, Lyon, Paris). La loi du 25 mai 1864 rend légale la « coalition ».

Les organisations créées pour rendre le combat plus efficace se multiplient : sociétés de résistance (La Marianne, Société typographique); de crédit, de secours mutuel, de solidarité; cercles, restaurants coopératifs (La Marmite). Les Chambres syndicales prolifèrent, elles se groupent en Chambres fédérales, en fédérations régionales des associations ouvrières (celle de Paris en comprend 60). Le 30 mars 1864, il est déclaré officiellement que les chambres syndicales seront, sinon reconnues, tout au moins tolérées.

La Première Internationale ou Association Internationale des Travailleurs<sup>1</sup> est créée à Londres le 28 septembre 1864 et la section française s'organise au début de 1865. Le relieur Varlin, correspondant de l'Internationale en 1867, établit un contact plus direct avec les chambres syndicales. Le gouver-

1. Son adresse inaugurale a été rédigée par Karl Marx.

nement intente trois procès successifs à l'Internationale (décembre-mars 1867, mai 1868, juin-juillet 1870). Mais celle-ci, bien que frappée à la tête par les arrestations de ses dirigeants, voit son apogée à cette dernière date avec 300.000 adhérents.

Un prolétariat aussi diversifié que le prolétariat français subit l'influence de courants idéologiques différents et parfois contradictoires.

a) les blanquistes sont inspirés par la tradition révolutionnaire et l'expérience des sociétés secrètes (babouvisme). « Ils portaient de cette idée qu'un nombre relativement petit d'hommes résolus et bien organisés étaient capables (...) non seulement de s'emparer du pouvoir mais aussi (...) de s'y maintenir assez longtemps pour réussir à entraîner la masse du peuple dans la révolution ». »

b) les proudhoniens — en majorité artisans et ouvriers des petites entreprises menacées par la concentration industrielle — sont partisans de l'élimination du capitalisme par le développement des coopératives de production libres et indépendantes de l'Etat, des sociétés de crédit mutuel et de solidarité, financées par des banques mutualistes pratiquant le crédit gratuit (prêt sans intérêt).

Proudhon est ennemi de l'usine, des grèves, du travail des femmes, considéré en lui-même comme « cause de dégénérescence et de démoralisation ».

c) le socialisme scientifique et l'influence marxiste prônant l'organisation politique de la classe ouvrière et la poursuite d'une action de classe indépendante (lutte de classe révolutionnaire) ne commencent à influencer les ouvriers qu'après la création de la 1<sup>re</sup> Internationale (les trois premiers congrès de l'Internationale : Genève (septembre 1866), Lausanne (septembre 1867), Bruxelles (septembre 1868) voient encore l'influence proudhonienne dominer. Ce n'est qu'au 4<sup>e</sup> congrès, celui de Bâle en septembre 1869 que progresse le socialisme scientifique.

L'organisation des sections de l'Internationale, la pratique des grèves et du travail dans les Chambres syndicales détachent beaucoup d'ouvriers du proudhonisme, tel Varlin qui dénonce en mai 1869 les proudhoniens « attardés ».

Ainsi la Commune ne doit pas être considérée comme une insurrection accidentelle. Par suite de l'essor considérable du mouvement ouvrier, avant même la déclaration de guerre, on s'attendait à une révolution sociale prolétarienne.

---

1. ENGELS : Introduction à *La Guerre civile en France*.



II. Mais si la Commune n'est pas sortie uniquement de la guerre franco-allemande, celle-ci n'en a pas moins infléchi le cours des événements.

La révolution du 4 septembre 1870 institue un gouvernement qui s'intitule de Défense nationale, mais qui en réalité désire en terminer au plus vite avec une guerre qui ne pouvait être gagnée qu'avec le soutien des forces populaires. Il prétend organiser une résistance qu'il sabote en sous-main. La capitulation de Bazaine à Metz, la perte du Bourget et l'annonce des intentions d'armistice manifestées par Thiers provoquent la journée du 31 octobre contre l'Hôtel de ville. Cette tentative d'instaurer une véritable défense nationale échoue et la série des revers reprend :

- du 28 novembre au 2 décembre, échec de la sortie de Champigny.
- le 21 décembre, échec de la sortie de Stains-Le Bourget.
- le 27 décembre, premier bombardement de Paris (repris à partir du 5 janvier 1871, les bombardements ne cesseront de s'intensifier).
- du 18 au 19 janvier 1871, recul, après l'avance de Montretout, Buzenval, Saint-Cloud; il déclenche la journée du 22 janvier contre l'Hôtel de ville qui échoue comme celle du 31 octobre.
- le 18 janvier, proclamation de l'empire allemand à Versailles.
- le 28 janvier, signature de l'armistice associé sans nécessité à la capitulation de Paris : reddition de l'armée de Paris, (moins une division de 12.000 hommes) et paiement d'une contribution de guerre de 200 millions. Mais la garde nationale conserve ses armes et ses canons, Bismarck, comme Jules Favre<sup>1</sup>, craignant ses réactions s'ils tentaient de les lui arracher.
- le 8 février, élection d'une Assemblée nationale en majorité monarchiste (400 sur 630 députés). Cette assemblée de « ruraux » veut la paix à tout prix avec les Prussiens, pour pouvoir reprendre la guerre contre les Parisiens. Elle se réunit à Bordeaux, puis à Versailles.

---

1. Jules FAVRE, ministre des Affaires étrangères du gouvernement du 4 septembre.

— le 24 février, manifestation populaire à la Bastille.  
 — le 26 février, signature à Versailles des préliminaires du traité de paix élaboré entre Thiers, chef du pouvoir exécutif, et Bismarck. (Le traité définitif de paix sera signé à Francfort le 10 mai et ratifié par l'Assemblée nationale le 18).

Dans le prolétariat et la petite bourgeoisie règne un mécontentement provoqué par les misères du siège, les échecs militaires, l'armistice, la capitulation, les préliminaires de paix.

L'attitude de l'Assemblée de Bordeaux fait craindre pour la République et la démocratie (condamnation à mort le 11 mars des chefs de l'insurrection du 31 octobre 1870, suspension de 6 journaux républicains, nomination de bonapartistes à la tête de la Préfecture de Police et de la Garde nationale).

Le peuple de Paris veut un Conseil municipal élu comme dans toutes les communes de France;

L'affirmation solennelle de la République;

L'abrogation des mesures antisociales prises par le gouvernement (cessation du moratoire des loyers; paiement des loyers en retard et du terme d'avril; paiement avec intérêt des effets de commerce échus pendant le siège; suppression de la solde de « trente sous » de la Garde nationale).

## LE 18 MARS

Thiers veut « en finir » avec la Garde nationale en lui enlevant ses canons (400 dont 170 à Montmartre, 80 à Belleville). Sa tentative à l'aube du 18 mars contre les parcs d'artillerie et les sièges d'organisations provoque une levée en masse du peuple parisien, partie de Montmartre et de son Comité de Vi-

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LE 18 MARS 1871

# Comité Central

DE LA

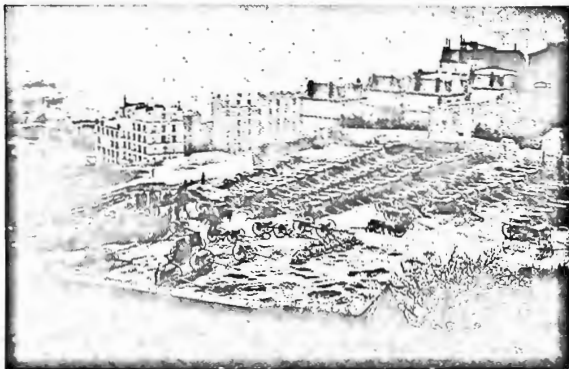
## GARDE NATIONALE

VIVE LA RÉPUBLIQUE

Paris le 18 Mars 1871

Arrondissement	Noms	Noms	Noms
1 <sup>er</sup>	Blanc	Blanc	Blanc
2 <sup>e</sup>	Blanc	Blanc	Blanc
3 <sup>e</sup>	Blanc	Blanc	Blanc
4 <sup>e</sup>	Blanc	Blanc	Blanc
5 <sup>e</sup>	Blanc	Blanc	Blanc
6 <sup>e</sup>	Blanc	Blanc	Blanc
7 <sup>e</sup>	Blanc	Blanc	Blanc
8 <sup>e</sup>	Blanc	Blanc	Blanc
9 <sup>e</sup>	Blanc	Blanc	Blanc
10 <sup>e</sup>	Blanc	Blanc	Blanc
11 <sup>e</sup>	Blanc	Blanc	Blanc
12 <sup>e</sup>	Blanc	Blanc	Blanc
13 <sup>e</sup>	Blanc	Blanc	Blanc
14 <sup>e</sup>	Blanc	Blanc	Blanc
15 <sup>e</sup>	Blanc	Blanc	Blanc
16 <sup>e</sup>	Blanc	Blanc	Blanc
17 <sup>e</sup>	Blanc	Blanc	Blanc
18 <sup>e</sup>	Blanc	Blanc	Blanc
19 <sup>e</sup>	Blanc	Blanc	Blanc
20 <sup>e</sup>	Blanc	Blanc	Blanc
21 <sup>e</sup>	Blanc	Blanc	Blanc
22 <sup>e</sup>	Blanc	Blanc	Blanc
23 <sup>e</sup>	Blanc	Blanc	Blanc
24 <sup>e</sup>	Blanc	Blanc	Blanc
25 <sup>e</sup>	Blanc	Blanc	Blanc
26 <sup>e</sup>	Blanc	Blanc	Blanc
27 <sup>e</sup>	Blanc	Blanc	Blanc
28 <sup>e</sup>	Blanc	Blanc	Blanc
29 <sup>e</sup>	Blanc	Blanc	Blanc
30 <sup>e</sup>	Blanc	Blanc	Blanc

*Appel du Comité central pour la  
 défense de la République  
 (4 mars 1871)*



*Le parc d'artillerie de la butte Montmartre*

gilance (épisode de l'exécution des généraux Lecomte et Clément Thomas).

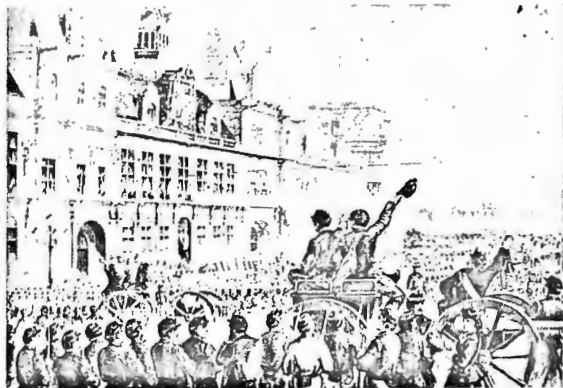
L'armée se trouve noyée dans le flot de la population. C'est la fraternisation générale. La Garde nationale se mobilise. La journée se termine par l'installation à l'Hôtel de ville du Comité central (élu le 4 mars) de la Fédération républicaine de la Garde nationale (les « fédérés ») appuyé par le Comité central républicain des vingt arrondissements (première ébauche d'un parti ouvrier socialiste), émanation des Comités de vigilance, créés suivant une résolution de la fédération parisienne de l'Internationale en date du 5 septembre 1870.

Le 18 mars est la journée du « salut de la République ».

## **APRES LE 18 MARS**

Les deux comités demandent et préparent l'élection d'un Conseil général de la Commune (Commune réclamée déjà le 7 janvier 1871 par le Comité central républicain dans son « affiche rouge »).

L'élection a lieu le 26 mars et la proclamation des résultats



*Proclamation de la Commune place de l'Hôtel-de-Ville ( 28 mars 1871)*

à l'Hôtel de ville fait du 28, la journée du « triomphe de la République ».

Le Comité central de la Garde nationale prend les mesures d'urgence indispensables concernant les loyers, les échéances, les ventes du Mont-de-piété. Il supprime les conseils de guerre, décrète l'amnistie politique et fait occuper les forts du Sud (Bicêtre, Ivry, Montrouge, Issy et Vanves), saisir le dépôt de munitions (450.000 fusils).

Mais il se démet trop tôt par respect de la démocratie formelle.

Il aurait dû proclamer la déchéance du gouvernement de Versailles, s'emparer immédiatement du *Journal Officiel*, saisir les réserves de la Banque de France et de la Banque Rothschild qui ont été une aide précieuse pour Thiers. « Les Communards ont laissé en quelque sorte la Banque de France représenter Versailles et la Finance au cœur de Paris en révolution <sup>1</sup> » (Jacques Duclos).

1. Z. Camélinat, directeur de la Monnaie, fait frapper 500.000 francs (francs-or) en pièces de 5 fr. (dites : au trident) avec les lingots d'argent, de la vaisselle et des objets précieux impériaux. Le 24 mai, deux fourgons apportent 153.000 fr. de pièces restantes à la mairie du XI<sup>e</sup>, siège de la Commune. Elles serviront à payer les derniers combattants.

Il ne s'est pas emparé du Mont-Valérien; il n'a pas fermé les portes de Paris, permettant ainsi le départ de la majeure partie des troupes sur Versailles.

Surtout il n'aurait pas dû ajourner jusqu'à l'élection de la Commune, l'attaque contre Versailles, qui au lendemain du 18 mars pouvait s'effectuer dans un ensemble de conditions favorables qui ne devait plus se retrouver. En attaquant Versailles le 19 mars, il aurait empêché le rassemblement et l'organisation des forces nécessaires pour mener la guerre contre Paris.

## LA COMMUNE

1. *Définition* : La Commune est une communauté urbaine s'administrant elle-même à l'exemple de celle des bourgeois du moyen âge et de la Révolution. (Après le 14 juillet 1789, la Commune de Paris élit son maire.)

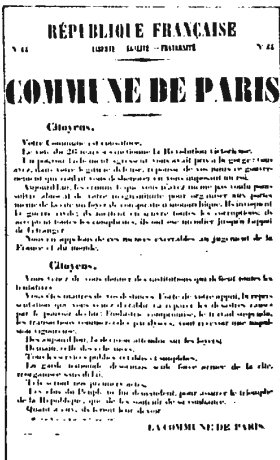
2. *Composition* : Le Conseil général de la Commune comprend 25 ouvriers sur 90 membres. Des tendances reflétant les origines sociales de ses membres y sont représentées.

Il se divise en majorité et minorité

La *majorité* (petits bourgeois, intellectuels) comprend :

a) Les jacobins (Delescluze, Félix Pyat, Paschal Grousset, Gambon), héritiers d'une tradition qui lie l'avènement de la démocratie à l'explosion révolutionnaire de masse.

b) 25 à 30 révolutionnaires indépendants (Amouroux, Trinquet, Brunel, Bergeret) partisans d'une république démocratique et sociale. A côté d'eux l'Union républicaine des droits de Paris



*La première affiche  
de la Commune (29 mars)*





*Le décret du 29 mars  
portant remission des loyers*

Ils rejoignent dans l'action :

b) les membres du Conseil, influencés par Karl Marx et sa pensée, préoccupés de réformes sociales (Frankel, Benoit Malon, Serrailleur).

Eugène Varlin, figure marquante de l'Internationale en France, dirigeant des Chambres fédérales, Jourde, Theisz, Jules Vallés, Vermorel — transfuges de la majorité —, Courbet et Arthur Arnould sont des grands noms de la minorité.

3. *Nature du pouvoir* : Le programme de la Commune — proudhonien — comme la déclaration au peuple de France du 19 avril, considère que la Commune est la base de tout Etat politique comme la famille est l'embryon des sociétés. La Commune de Paris doit se fédérer avec toutes les autres communes qui composent la nation, placer les producteurs ruraux sous la direction spirituelle des principales villes de chaque région.

1. L'Assemblée nationale vote le 14 avril 1871 une loi municipale anti-démocratique confiant la nomination des maires de Paris et autres grandes villes au gouvernement. En ce qui concerne Paris, elle est encore en application.

groupe des radicaux de bourgeois moyen (avocats, médecins, négociants) qui sympathisent avec la Commune sur la plate-forme : reconnaissance de la République, des droits municipaux de Paris<sup>1</sup>, attribution exclusive à la Garde nationale du maintien de l'ordre.

c) Les 12 blanquistes (Eudes, Ferré, Rigault, Vaillant, Chardon, Ranvier (dissident), Blanqui est en prison) votent avec la majorité.

La *minorité* formée d'ouvriers membres de l'Association internationale des travailleurs manque d'homogénéité.

a) Elle est constituée surtout de proudhoniens. Mais beaucoup, trempés par les luttes ouvrières contre l'Empire, se détachent en fait du proudhonisme.

En fait, par la révolution du 18 mars et les élections du 20 la capitale échappe au gouvernement et à l'appareil d'Etat de la bourgeoisie.

La Commune de Paris est le premier mouvement ouvrier prenant en main avec le destin du prolétariat le destin même de la nation. C'est une tentative de création d'un Etat de type nouveau, non plus despotique mais mis au service de la société.

La Commune « est la forme politique enfin trouvée où peut s'accomplir l'affranchissement économique des travailleurs » (K. Marx)

C'est la première révolution prolétarienne, la première forme de dictature du prolétariat — certes incomplète et fragile — le premier gouvernement socialiste.

La Commune est un gouvernement populaire dont les membres révocables reçoivent des salaires d'ouvriers. Elle décide que le traitement annuel des membres du gouvernement sera celui d'un ouvrier moyen, soit 6.000 francs. Elle cumule les pouvoirs exécutif et législatif. Dans sa proclamation du 20 mars elle déclare assurer le triomphe du prolétariat en s'emparant du pouvoir. Elle sollicite l'intervention permanente des citoyens dans

les affaires communales, affirmation de l'avènement de la classe ouvrière au pouvoir politique et de la participation des masses à ce pouvoir.

C'est pourquoi, aux côtés du Conseil général de la Commune, agissent clubs, syndicats, journaux et un des éléments les plus actifs de la population : les femmes.

Les clubs (où les femmes jouent un rôle important) des Prolétaires, de la Révolution, de la Boule noire, etc. discutent de politique, envoient des propositions et des délégations à la Commune.

Les syndicats ont leurs représentants dans ses commissions (du Travail et de l'Echange notamment).

Les masses populaires délèguent leurs représentants dans les comités de quartier, les conseils de municipi-



palités, d'arrondissements, certains conseils d'administration comme celui des Postes ou de l'Atelier d'armes du Louvre.

Les journaux, tels *Le Réveil* de Delescluze, *Le Vengeur* de Félix Pyat, *Le Cri du peuple* de Vallès, *Le Mot d'ordre* d'Henri Rochefort succédant à *La Marseillaise*, *Le Tribun du peuple* de Lissagaray, *La Commune* de J.-B. Millière, *La Patrie en danger* d'Auguste Blanqui, *L'Ami du peuple* de Vermorel, *Le Père Duchesne* de Vermeresch, donnent la parole aux correspondants, aux lecteurs.

Les femmes, organisées par Louise Michel, Anna Jaclard, Paule Mink, Elisabeth Dmitrieff, Nathalie Lemel, Sophie Poi-



*Le décret du 27 avril a supprimé le travail de nuit dans les boulangeries*

rier, luttent contre la tutelle religieuse, pour l'émancipation de la femme par l'éducation (12 mai : ouverture de la première école d'art industriel, rue Dupuytren).

Le 8 avril naît l'Union des Femmes pour la défense de Paris et les soins aux blessés.

Le 10 avril, première application du projet d'ouverture dans chaque arrondissement d'un atelier pour le travail des femmes, mesure socialiste reconnaissant le droit des femmes au travail.

# RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LIBERTÉ — ÉGALITÉ — FRATERNITÉ

## COMMUNE DE PARIS

### MANIFESTE

DU

COMITÉ CENTRAL DE L'UNION DES FEMMES

POUR LA DÉFENSE DE PARIS ET LES SOINS AUX BLESSÉS

Au nom de la Révolution sociale que nous acclamons, au nom de la revendication des droits du travail, de l'égalité et de la justice, l'Union des Femmes pour la défense de Paris et les soins aux blessés proteste de toutes ses forces contre l'indigne proclamation aux citoyennes, parue et affichée au jour d'hui, et émanant d'un groupe anonyme de réactionnaires.

Ladite proclamation porte que les femmes de Paris en appellent à la générosité de Versailles et demandent la paix à tout prix...

La générosité de la hache assassine !

Une conciliation entre la liberté et le despotisme, entre le Peuple et ses bourreaux !

Non, ce n'est pas la paix, mais bien la guerre à outrance que les travailleuses de Paris viennent déclamer !

Aujourd'hui, une conciliation serait une trahison !... Ce serait enier toutes les aspirations des ouvrières, retenant la rénovation sociale absolue, l'annihilation de tous les rapports juridiques et sociaux existant actuellement, la suppression de tous les privilèges, de toutes les exploitations, la substitution du régime du travail à celui du capital, en un mot, l'affranchissement du travailleur par lui-même !...

Six mois de souffrances et de trahison pendant le siège, six semaines de lutte gigantesque contre les exploitateurs coalisés, les flots de sang versés pour la cause de la liberté sont aux titres de gloire et de vengeance !...

La lutte actuelle ne peut avoir pour issue que le triomphe de la cause populaire... Paris ne recèdera pas, car il porte le drapeau de l'avenir. L'heure suprême a sonné... place aux travailleuses, amène à leurs bourreaux !...

Heu actes, de l'exciter !...

L'arbre de la liberté croit arrosé par le sang de ses ennemis !...

Toutes maies et réserves, praudes et éclairées par les souffrances que les crises sociales entraînent toujours à leur suite, profondément convaincues que la Commune, représentante des principes internationalistes et révolutionnaires des peuples, porte en elle les germes de la révolution sociale, les femmes de Paris prouveront à la France et au monde qu'elles aussi sauront, au moment du danger suprême, — aux barricades, sur les remparts de Paris, si la réaction forçait les portes, — donner comme leurs frères leur sang et leur vie pour la défense et le triomphe de la Commune, c'est-à-dire du Peuple !

Alors, victorieux, à même de s'unir et de s'entendre sur leurs intérêts communs, travailleurs et travailleuses, tous solidaires, par un dernier effort accèteront à jamais tout vestige d'exploitation et d'exploiteurs !...

VIVE LA RÉPUBLIQUE SOCIALE ET UNIVERSELLE !...  
VIVE LE TRAVAIL !...  
VIVE LA COMMUNE !...

La Commune exécutive du Comité central.

Paris, le 6 mai 1871.

LE MEL,  
FACQUERIE,  
LECLAIR,  
LELOUP,  
DUMIRIEU.

LE JOURNAL NATIONAL — N° 1171

Manifeste du Comité central de l'Union des femmes  
(6 mai 1871)

## L'ŒUVRE DE LA COMMUNE

La Commune n'a pu encore discerner clairement le rôle historique de la classe ouvrière. Il lui manque un parti du prolétariat organisé en parti de classe indépendant.

Elle n'a pas accordé assez à l'effort militaire et adopté une position attentiste.

Elle a fait preuve d'excessive modération : le décret sur les otages du 5 avril pris après que des gardes nationaux prisonniers aient été fusillés sans jugement par les Versaillais a été appliqué trop tard. Les exécutions, pendant les massacres de la semaine sanglante (6 otages fusillés le 24 mai dont Mgr Darboy, archevêque de Paris — que Thiers avait refusé d'échanger contre Blanqui — 48 autres rue Haxo le 26) ont perdu toute efficacité politique.

La Commune n'a pas nationalisé les usines et entreprises privées. Elle a maintenu la durée de l'ancienne journée de travail, conservé les anciens impôts, perçu les droits d'octroi.

Mais :

a) Ses mesures socialistes ont été importantes,

b) Ses mesures démocratiques également (mise en application du programme républicain de Belleville, de Gambetta, lors de la campagne de 1869).

a) *Mesures socialistes.*

Priorité aux coopératives ouvrières pour les fournitures de l'Etat.

Recensement des fabriques immobilisées qui ouvre la voie à l'exploitation par les associations d'ouvriers des ateliers fermés, sous réserve de compensations. Le décret sur l'exploitation des fabriques abandonnées tend non seulement à organiser la grande industrie et même la manufacture sur la base de l'association des travailleurs dans chaque fabrique, mais en outre à unir toutes les associations dans une grande fédération. Tel est le schéma d'un plan qui, comme Marx le dit dans *La Guerre civile en France*, « devait aboutir finalement au communisme ».

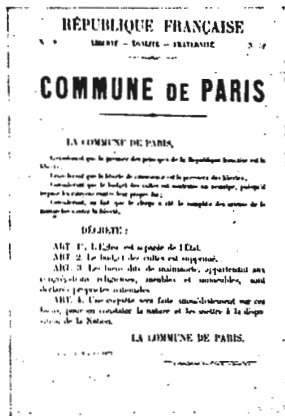
Suppression du travail de nuit pour les ouvriers boulangers.

Abolition du système des amendes patronales.

Garantie du salaire minimum vital.

Suppression des monts-de-piété.

Réorganisation des bureaux de placement.



*Séparation de l'Eglise et de l'Etat*  
(3 avril)



*Laïcité des écoles*  
(23 avril)

Deux décrets du 17 mai suppriment la distinction entre enfants illégitimes et autres et accordent une indemnité aux femmes des gardes nationaux régulièrement mariées ou non.

### b) Mesures démocratiques.

Séparation de l'Eglise et de l'Etat.

Laïcisation des établissements d'enseignement religieux.

Ecole laïque obligatoire et gratuite.

Justice gratuite.

Révocation possible des élus.

Election des juges et des hauts fonctionnaires.

Fréquence des élections politiques.

Suppression de l'armée permanente et son remplacement par le peuple en armes.

Autonomie municipale.

# COMMUNE DE PARIS

## DECLARATION

### AU PEUPLE FRANÇAIS

Dans le conflit douloureux et terrible qui impose une fois encore à Paris les horreurs du siège et du bombardement, qui fait rouler le sang français, qui fait pleurer nos frères, nos femmes, nos enfants étendus sous les obus et la mitraille, il est nécessaire que l'opinion publique ne soit pas dispersée, que la conscience nationale ne soit point troublée.

Il faut que Paris et le Pays tout entier sachent que tel est le salut, la raison, le but de la Révolution qui s'accomplit; il faut enfin, que la responsabilité des décrets, des souffrances et des sacrifices dus à la guerre, se reporte sur ceux qui, après avoir traîné la France et non Paris à l'étranger, pour-ont ainsi une example et cruelle obtusité à la ruine de la Capitale, afin d'écrire, dans le dossier de la République et de la Liberté, le double témoignage de leur trahison et de leur crime.

La Commune a le désir d'affirmer et de déterminer les aspirations et les vœux de la population de Paris; de préciser le caractère du mouvement du 18 Mars, incompris, déformé et dénaturé par les démons palpitants qui régnent à Versailles.

Cette fois encore, Paris travaille et souffre pour la France entière, dont il prépare, par ses combats et ses sacrifices, la régénération intellectuelle, morale, administrative et économique, la gloire et la prospérité.

#### Que demande-t-elle ?

La reconnaissance et la consolidation de la République, seule forme de gouvernement compatible avec les droits de l'épique et le développement du bien-être de la société.

L'autonomie absolue de la Commune étendue à toutes les localités de la France et assurant à chacune l'intégralité de ses droits, et à tous Français le plein exercice de ses facultés et de ses aptitudes, comme hommes, citoyens et travailleurs.

L'autonomie de la Commune n'a pas pour limite que le droit d'autonomie égal pour toutes les autres communes subversives au contrat, dont l'association doit assurer l'unité française.

#### Les droits inhérents à la Commune sont :

Le vote de budgets communaux, recettes et dépenses, la fixation et la répartition de l'impôt; la direction des services locaux; l'organisation de la magistrature, de la police intérieure et de l'enseignement; l'administration des loyers appartenant à la Commune.

Le droit par l'élection ou le contrat, avec la responsabilité, et le droit permanent de contrôle et de révocation des magistrats ou fonctionnaires communaux de tous ordres.

La garantie absolue de la liberté individuelle, de la liberté de conscience et la liberté de travail.

L'interdiction permanente des citations dans les affaires communales par la libre manifestation de tous idées, la libre défense de tous intérêts, grande comme à une manifestation par la Commune, seule capable de s'étendre et d'assurer le libre et juste exercice du droit de réunion et de publicité.

L'organisation de la défense nationale et de la Garde nationale, qui est ses chefs et veille seule au maintien de l'ordre dans la cité.

Paris ne veut rien de plus à titre de garanties locales, à condition, bien entendu, de retrouver dans la grande administration centrale, dépourvue de conscience, l'énergie, la réalisation et la pratique des mêmes principes.

Mais, à la faveur de son autonomie et profond de sa liberté d'action, Paris se réserve d'opérer comme il l'entendra, chez lui, les réformes administratives et économiques que réclame sa population, de mener des initiatives nouvelles, à développer et à protéger l'industrie, la production, le commerce et les échanges universels de la terre et la propriété, suivant les nécessités du moment, le vœu des travailleurs et les intérêts humains par l'expérience.

Nos ennemis se trompent ou trompent le Pays quand ils accusent Paris de vouloir imposer sa volonté ou sa supériorité au reste de la nation, et de prétendre à une dictature qui n'est que son droit, attendu contre l'indigence et le crime caractéristiques de cette nation.

Paris se trompent ou trompent le Pays quand ils accusent Paris de poursuivre la destruction de l'Unité française constituée par la Révolution sous la dénomination de son pays, et de vouloir à la tête de la Fédération de tous les points de la carte, France.

L'Unité, telle qu'elle nous a été imposée par les journaux et l'Empire, la monarchie et le parti nationaliste, n'est que la conséquence d'un parti qui, dans l'ignorance, réalisait son idéal.

L'Unité politique, telle que la veut Paris, c'est l'association volontaire de toutes les initiatives locales, les concours spontanés et libre de toutes les régions dans la mesure où s'en suit un but commun, le bien-être, la liberté et la sécurité de tous.

La Révolution communale, commencée par l'initiative populaire du 18 Mars, en assure une œuvre de politique expérimentale, positive, scientifique.

C'est la fin du vieux régime gouvernemental et clerical, de l'absolutisme, du fonctionnarisme, de l'exploitation, de l'égoïsme, des monopoles, des privilèges, au profit du prolétariat dont son caractère, la Patrie ses malheurs et ses dangers.

Que cette cité et grande France, troublée par les messages et les explosions, se ravive donc !

La lutte sanglante entre Paris et Versailles est de celles qui ne peuvent se terminer par des compromis illusoire; l'issue n'en saurait être douteuse. La victoire, poursuivie avec une indéfectible énergie par la Garde nationale, restera à l'idée et au droit.

#### Nous en appelons à la France.

Avertis que Paris est mieux posée au sein de celle que de l'ennemi; qu'il soutient l'ordre avec autant d'énergie que d'indépendance; qu'il ne s'enferme avec autant de passion que d'indépendance, qu'il ne s'est arrêté que par désespoir pour la liberté et la gloire de tous, que la France fasse passer ce sanglant combat.

C'est à la France à démasquer Versailles, par la manifestation populaire de son véritable caractère.

Appelée à bénéficier de ses complices, quelle se déclare solidaire de nos efforts; qu'elle nous soutienne dans ce combat qui ne peut finir que par le triomphe de l'idée communale ou par la ruine de Paris!

Quels à nous, citoyens de Paris, nous avons la mission d'accomplir la Révolution moderne, la plus large et la plus féconde de toutes celles qui ont illuminé l'histoire.

Nous avons le devoir de lutter et de vaincre!

19 Avril 1871.

LA COMMUNE DE PARIS.

Declaration au peuple française (19 avril)

## **LA COMMUNE EN PROVINCE LA COMMUNE ET LES PAYSANS**

La Commune n'a pas réussi dans son programme de Fédération nationale. Assurée de l'appui du prolétariat des grandes villes, elle n'a pas eu celui des campagnes.

Paris se laissant encercler, par le fait même de son encerclement, demeure isolé.

Dans les villes de province, les éléments radicaux ont pris le pouvoir dès le 4 septembre. Ils ont dirigé, canalisé le mouvement des masses influencées par le proudhonisme et l'anarchisme. Ils ont porté tout au crédit du patriotisme, du sentiment républicain, des revendications d'autonomie municipale, ne tenant pas compte du conflit social fondamental : bourgeois-prolétariat.

Les soulèvements urbains de mars-avril 1871 sans réelle coordination ont avorté successivement : Lyon, Saint-Etienne, Le Creusot (où le 27 mars l'armée met fin à sept mois d'autonomie municipale populaire), Toulouse, Narbonne.

La plus puissante des insurrections de province fut celle de Marseille, née sous l'impulsion de Gaston Crémieux le 22 mars. Mais la ville fut reprise le 4 avril et Crémieux fusillé le 30 novembre.

C'est seulement le 28 avril que paraît un Appel aux travailleurs des campagnes. Il proclame qu'il ne doit plus exister de paysans très riches, ni de paysans très pauvres. Il faut libérer le travail des gros impôts, des patentes, des redevances.

La terre aux paysans, l'outil à l'ouvrier, le travail pour tous. Cet appel bien qu'intelligemment rédigé n'eut pas d'influence en profondeur sur les masses des campagnes abêties par le Second Empire.

L'appel de la Commune de Paris aux grandes villes en date du 15 mai, malgré son retentissement, demeura sans effet pratique.

## **LES COMBATS ET LA SEMAINE SANGLANTE**

Dès avril, Bismarck, dérogeant aux conditions de paix, autorise les Versaillais à augmenter considérablement leur armée : elle est portée de 40 à 140.000 puis 170.000 hommes (libération anticipée de 60.000 prisonniers).





*Les opérations de l'armée versaillaise*

*Le 2 avril, les Versaillais ouvrent le feu sur Paris.*

*Le 3 avril, échec de la marche tardive sur Versailles en trois colonnes : à droite par Neuilly, Courbevoie, Rueil; au centre par Meudon; à gauche par le plateau de Châtillon. (Flourens, Duval sont tués.)*

*Du 1<sup>er</sup> mai jusqu'à l'entrée des Versaillais dans Paris, les combats continueront dans un secteur tenu sous le feu des Communards à partir de l'Arc de Triomphe et de la grande barricade du pont de Neuilly jusqu'aux forts du sud.*

*Le 6 avril, en réplique au déclenchement de la guerre fratri-*

cide par Thiers, appel du Comité central de la Fédération républicaine de la Garde nationale.

*Du 11 au 25 avril, bombardements de Paris.*

Le plan stratégique de Thiers est révélé par ses déclarations lors de l'enquête parlementaire sur les événements de la Commune. Pour lui les opérations de Saint-Ouen à Neuilly n'ont pour objet que d'arrêter le débouché des Parisiens sur Courbevoie. La véritable guerre doit se déployer selon les règles de Vauban, contre les forts du sud et les fortifications édifiées par Thiers lui-même en 1840-1844 (il a déjà pensé lors de la révolution de février 1848 à se servir de ces bases militaires pour mater Paris). « Il faut ouvrir la tranchée, cheminer pour battre en brèche quand on sera au bord du fossé. En même temps réunir une masse de feu extraordinaire. » Thiers est convaincu que sous la protection de ces feux, le travail des tranchées sera plus rapide et qu'en rendant le rempart inhabitable pour ses défenseurs on fera évacuer les ouvrages.

Ce plan sera réalisé en deux temps : on éteindra le fort d'Issy et celui de Vanves qui le soutenait, on forcera ensuite



*La barricade de la place Blanche défendue par les femmes*

la porte du Point-du-Jour d'où l'armée pourra se déployer dans Paris.

En face des Versaillais, la Commune a bien des soldats, des fusils, des canons, une couverture assurée à l'enceinte par Montmartre, Belleville, le Panthéon. Elle a bien de valeureux généraux (les Polonais Dombrowski et Wroblewski, forgés à l'expérience de l'insurrection de 1863 contre les Russes), des militaires pleins de bravoure comme La Cecilia, Brunel, Razoua, Piazza, des officiers surgis du peuple comme Lisbonne, Guilletat, Spinoy. Mais elle n'a pas de plan stratégique, car elle se borne à la défense.

Le 1<sup>er</sup> mai, les Jacobins obtiennent la nomination d'un Comité de Salut public (Félix Pyat) dont les interventions directes dans les opérations militaires compliquent la situation.

Le 9 mai, chute du fort d'Issy et nomination d'un deuxième Comité de Salut public (Eudes, Delescluze).

Du 13 au 14 mai, occupation du fort de Vanvès.

Le 15 mai, manifeste de la minorité qui proteste contre la dictature du Comité de Salut public et se retire dans les arrondissements, attitude blâmée le 20 mai par le Conseil fédéral de l'Internationale.

La Semaine sanglante. Le dimanche 21 mai, par suite d'une trahison, les Versaillais entrent dans Paris par les portes du Point-du-Jour et de Saint-Cloud. Leur armée se développe sur les deux rives de la Seine, d'ouest en est.

La Commune n'a que quelques barricades, redoutes et fossés à l'intérieur de l'enceinte, place de la Concorde, rue Royale, rue de Castiglione. Il n'existe aucun ouvrage à la gare Montparnasse, au Panthéon, à la Butte Montmartre. Celui du Trocadéro est à peine ébauché.

« Si Montmartre et le Panthéon croisaient leurs feux, si elle rencontraient quelque explosion habilement ménagée, l'armée versaillaise vite tournerait le dos. Mais les Fédérés, sans direction, sans connaissance de la guerre, ne virent pas plus loin que leurs quartiers et même leurs rues.

L'erreur générale fut de croire qu'on serait attaqué de front tandis que les Versaillais exécutaient partout des mouvements tournants (rendus possibles par les travaux du baron Haussmann). Il eut fallu deux cents barricades préméditées, stratégiques, solidaires, que deux mille hommes eussent suffi à défendre. On en eut des centaines (500 élevées depuis le 21) mais sans coordination et impossibles à peupler<sup>1</sup>. »

1. LISSAGARAY : Histoire de la Commune de 1871.

En outre, les Allemands facilitèrent grandement l'action des Versaillais en les laissant pénétrer par le nord dans Paris par la porte de Saint-Ouen et prendre à revers les portes, de Neuilly à Saint-Ouen. En utilisant le chemin stratégique bordant les fortifications, Mac-Mahon, commandant en chef des troupes versaillaises, opère un mouvement tournant pour s'emparer des hauteurs de Montmartre, des Buttes-Chaumont, de Belleville, de Ménilmontant. Le général prince de Saxe, d'accord avec Thiers, a fait couper le chemin de fer du Nord, occuper les rives du canal Saint-Denis, obstruer toutes les routes par des barricades. Le 26 mai, les Allemands cernent Paris au nord et à l'est. 5.000 hommes montent la garde à Montreuil, 5.000 occupent Vincennes.

*Le lundi 22 mai*, les Versaillais envahissent les quartiers de l'Ouest. La ligne tenue par eux va de la porte d'Asnières à la porte de Vanves par les gares Saint-Lazare et Montparnasse.

Proclamation de Delescluze, délégué civil à la Guerre (depuis le 10 mai) et du Comité de Salut public :

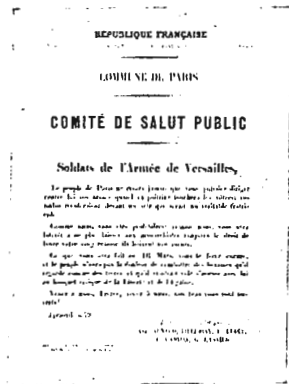
« Assez de militaires ! Plus d'Etats-major galonnés et dorés sur toutes les coutures ! Place au peuple, aux combattants, aux bras-nus ! L'heure de la guerre révolutionnaire a sonné. Le peuple ne connaît rien aux manœuvres savantes. Mais quand il a un fusil à la main, du pavé sous les pieds, il ne craint pas tous les stratégestes de l'école monarchiste. »

*Le mardi 23 mai*, la charnière formée par les barricades Concorde-Tuileries-rue Royale est tournée par la place Vendôme et le Comité de Salut public ordonne à Brunel le repli sur l'Hôtel de ville.

Montmartre est pris, Dombrowski tué.

La défense s'organise dans les XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup>.

De grands incendies sont allumés rue Royale, au palais des Tuileries, au Conseil



*Le peuple de Paris  
aux Soldats de Versailles*

d'Etat, à la Cour des Comptes, pour retarder l'avance des Versaillais.

*Le mercredi 24 mai*, évacuation de l'Hôtel de ville qui est incendié.

Le Panthéon est pris.

Les Versaillais procèdent à de nombreuses exécutions sommaires dont celle de Raoul Rigault, procureur de la Commune, fusillé rue Gay-Lussac. Le 26, le député J.-B. Millière sera exécuté sur les marches du Panthéon et le 27, le Dr Tony Moilin au Luxembourg.

Résistance dans le XI<sup>e</sup>, solides préparatifs de défense à la Bastille qui retardent de 24 heures les Versaillais.

*Le jeudi 25 mai*, toute la rive gauche est aux mains des Versaillais. Evacuation du fort d'Ivry. Perte des forts de Montrouge et de Bicêtre.

Delescluze tombe sur une barricade, place du Château-d'Eau (place de la République) à l'entrée du boulevard Voltaire.

La mairie du XI<sup>e</sup>, devenue le siège de la Commune, après l'évacuation de l'Hôtel de ville est à son tour abandonnée.

L'attaque versaillaise se concentre place de la Bastille, au Château-d'Eau (Brunel) et à la Butte-aux-Cailles dans le XIII<sup>e</sup> que le général Wroblewski évacue en ordre, faisant passer ses hommes (un millier) sur la rive droite.

*Le vendredi 26 mai*, la Bastille est prise.

Belleville devient le centre de la résistance. Ranvier, dans une affiche qui est la dernière de la Commune, demande au XX<sup>e</sup> d'aider le XIX<sup>e</sup> à repousser l'ennemi.

*Le samedi 27 mai*, les portes de Montreuil et de Bagnole sont occupées par les Versaillais qui pénètrent dans Charonne.

Prise de la place du Trône (place de la Nation).

Evacuation des Buttes-Chaumont, de la place des Fêtes.

Il ne reste aux Fédérés qu'un morceau du XX<sup>e</sup> avec la mairie (située alors à l'actuel 138, rue de Belleville), où siègent encore Ranvier, Ferré, Varlin, Arnaud, Gambon et quelques autres irréductibles, et un quadrilatère dans le XI<sup>e</sup> : avenue Parmentier, rue du Faubourg-du-Temple, boulevard de Belleville, rue des Trois-Bornes, rue des Trois-Couronnes.

*Dimanche 28 mai*, les Versaillais occupent la mairie du XX<sup>e</sup> et la prison de la Roquette.

Le Père-Lachaise qui renferme 200 Fédérés est pris après la canonnade de la grande porte du cimetière. Des exécutions en masse ont lieu devant le « Mur ».

Dernière résistance : le quadrilatère du XI<sup>e</sup>.

La barricade de la rue de Paris (aujourd'hui rue de Belleville) tire son dernier coup de canon.



*Le mur des Fédérés, par Picchio*

La barricade de la rue Ramponneau au coin de la rue de Tourtille, son dernier coup de fusil.

*Lundi 29 mai*, le fort de Vincennes désarmé est pris par trahison. Varlin est fusillé à Montmartre, au coin de la rue du Chevalier-de-la-Barre et de la rue de la Bonne (anciennement rue des Rosiers).

## LA REPRESSION

Elle s'opère en trois stades :

- 1°) les exécutions sommaires;
- 2°) les jugements expéditifs des cours martiales ou prévôtales. Le général Appert, chef de la justice militaire de Versailles, a reconnu qu'il y eut 17.000 exécutions (35.000 a écrit l'historien socialiste A. Zevaès);
- 3°) les conseils de guerre qui prononcent 13.000 condamnations, essentiellement des ouvriers.

Beaucoup de communards (plus de 7.000) sont déportés en Nouvelle-Calédonie. D'autres se réfugient en Belgique, en Angleterre, en Suisse.

Une amnistie partielle n'intervient que huit ans plus tard, le 3 mars 1879, et l'amnistie générale le 11 juillet 1880.

La première manifestation au Mur des Fédérés a lieu le 23 mai 1880.

## CONCLUSION

La Commune a été un mouvement national, une réaction patriotique contre la bourgeoisie défaitiste, un mouvement ouvrier et social pour un pouvoir nouveau.

La Commune a été aussi un mouvement international. Beaucoup d'étrangers : Belges, Polonais, Russes, Italiens, Hongrois ont combattu dans ses rangs et elle a été animée par l'idéal de l'internationalisme prolétarien.

« Elle a voulu régénérer le monde » (Proclamation du Comité central de la Garde nationale du 5 avril). Son drapeau a été le drapeau rouge, celui de la République mondiale. D'elle est née « L'Internationale », chant écrit en juillet 1871 par Eugène Pottier, Communard, caché à Paris.

La Commune est une tentative héroïque, objet de l'admiration de Marx, exaltant les Communards montant à l'assaut du ciel pour réaliser sous la direction des ouvriers le rêve des masses populaires depuis 1848, la République sociale et universelle.

La Commune a combattu pour l'affranchissement de toute l'humanité laborieuse, de tous les opprimés et affligés (Lénine).

C'est grâce à la Commune, à la manifestation de la volonté populaire, qu'après la guerre de 1870-1871, la monarchie a été supplantée en France par la République.

Elle a été le tombeau du vieux socialisme spécifiquement français mais (...) en même temps le berceau du communisme international, nouveau pour la France (Engels).

Le sang de la Commune a fait germer le socialisme (P. Lafargue). Grâce à elle, une transformation s'est produite dans l'état d'esprit de la classe ouvrière. Le socialisme scientifique a pénétré un prolétariat jusqu'alors dominé par l'utopisme, le réformisme et le proudhonisme.

L'expérience de la Commune a été profitable à la pensée socialiste, à Karl Marx : c'est sous le titre *La Guerre civile en France* qu'est connue l'Adresse du Conseil général de l'Association internationale des travailleurs du 30 mai 1871, due à Marx.

C'est de cette expérience que Marx a tiré sa thèse sur la nécessité de la dictature du prolétariat et c'est de cette expérience aussi et de celle de la Première Internationale qu'il

dégagea la nécessité de l'organisation du prolétariat en parti de classe indépendant.

L'influence de la Commune a été pour beaucoup dans la pénétration des idées marxistes en France avec Jules Guesde : le 1<sup>er</sup> congrès ouvrier se réunit rue d'Arras à Paris en octobre 1876 (après la dissolution de la Première Internationale en juillet 1876). Après le troisième congrès ouvrier (Marseille, octobre 1879) naît le premier parti ouvrier français : la Fédération du Parti des Travailleurs Socialistes de France.

La Commune a ouvert la voie à la formation des partis ouvriers de masse sur la base des divers Etats nationaux.

La Révolution de 1917 a transformé les rêves des Communistes en réalité.

Lénine voit dans le pouvoir des Soviets la reproduction du type d'Etat élaboré par la Commune.

« La Révolution de 1917 a repris et continué l'œuvre ébauchée par les héroïques pionniers de 1871. Elle a bâti sur un sixième du globe une Commune victorieuse<sup>1</sup> ».



## LA COMMUNE EST TOUJOURS VIVANTE

On l'a tuée à coups d'chassepots  
 A coups de mitrailleuses  
 Et roulée avec son drapeau  
 Dans la terre argileuse  
 Et la tourbe des bourreaux gras  
 Se croyait la plus forte  
 Tout cela n'empêche pas, Nicolas,  
 Qu' la Commune n'est pas morte.

(Chanson d'Eugène Pottier dédiée « aux survivants de la Semaine sanglante » (1886).

Le prolétariat de notre pays garde un attachement frémissant à son souvenir.

« Le Paris ouvrier avec sa Commune sera célébré à jamais comme le glorieux fourrier d'une société nouvelle, ses martyrs sont enclos dans le grand cœur de la classe ouvrière. Ses exterminateurs, l'Histoire les a déjà cloués à son pilori éternel...<sup>2</sup> »

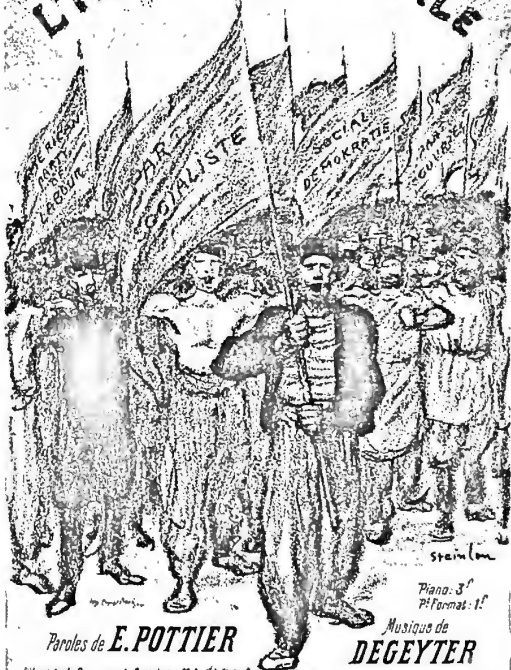
A nous, amis de la Commune, d'agir pour que soit mieux connue l'histoire de la Commune, pour que ses héros immortels soient commémorés et glorifiés partout, comme il convient à ces géants de l'histoire.

1. Maurice THOREZ : *Fils du peuple*.

2. Karl MARX : *La Guerre civile en France*.



# L'INTERNATIONALE



Paroles de **E. POTTIER**

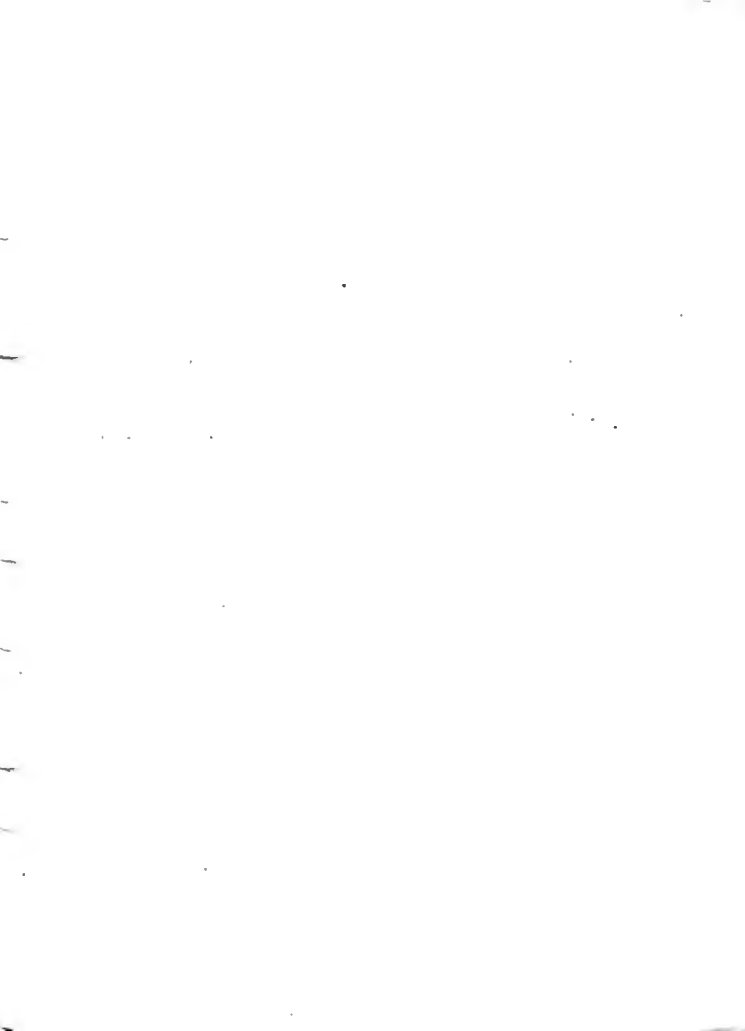
Musique de  
**DEGEYTER**

Librairie de Propagande Socialiste, 61, Rue de Cléry, Paris

Les Potes d'Artiste, la Librairie et le monde...  
Musique de Degeyter

## BIBLIOGRAPHIE

- Karl MARX : *La Guerre civile en France* (avec l'introduction de Friedrich Engels).
- LÉNINE : *L'Etat et la Révolution*, chapitre III.  
*Les Enseignements de la Commune.*
- A la mémoire de la Commune* (brochure et *Cahiers du Communisme*, n° 3 de 1954).
- Lénine et la France* (*La Commune de Paris*).
- LISSAGARAY : *Histoire de la Commune.*
- J. BRUHAT, J. DAUTRY, E. TERSEN : *La Commune de 1871.*
- J. DUCLOS : *A l'assaut du ciel.*  
— *La Première Internationale*, chapitre VII.
- E. TERSEN-J. BERLIOZ : *Vive la Commune !* (brochure d'avril 1951).
- M. CHOURY : *Les origines de la Commune : Paris livré.*  
— *La Commune au Quartier latin.*  
— *La Commune au cœur de Paris.*
- G. SORIA : *Grande histoire de la Commune.*



Adhérez aux

« *Amis de la Commune de Paris* »

Pour tous renseignements  
s'adresser au Secrétaire Général :  
Jean BRAIRE : 3, rue du Château-d'eau, Paris (10<sup>e</sup>)